

ASSEMBLÉE NATIONALE

18 mai 2024

RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC ET SOUVERAINETÉ AUDIOVISUELLE - (N° 2621)

| | |
|--------------|--|
| Commission | |
| Gouvernement | |

AMENDEMENT**N ° 108**

présenté par

Mme Taillé-Polian, Mme Pasquini, M. Raux, Mme Arrighi, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, Mme Chatelain, M. Fournier, Mme Garin, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lucas-Lundy, M. Peytavie, Mme Pochon, Mme Regol, Mme Rousseau, Mme Sas, Mme Sebaihi, M. Taché et M. Thierry

ARTICLE 3

I. – À l'alinéa 9, supprimer les mots :

« , Radio France ».

II. – En conséquence, après l'alinéa 24, insérer l'alinéa suivant :

« Le président-directeur général de la société Radio France est nommé pour cinq ans par l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, au terme d'une procédure transparente, ouverte, effective et non discriminatoire arrêtée par délibération de l'autorité. Cette décision est prise à la majorité des membres qui composent l'autorité. Cette nomination fait l'objet d'une décision motivée se fondant sur des critères de compétence et d'expérience. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à garantir l'autonomie de Radio France en sortant la radio publique française du périmètre de la holding. Radio France est régulièrement menacée par des projets de réduction budgétaire. De plus, au sein de la holding puis de la société fusionnée France Médias, la spécificité du médium radiophonique et de la richesse culturelle que représentent les sept chaînes de Radio France risque d'être fortement amoindrie. Les quatre formations musicales de Radio France (l'orchestre national de France, l'orchestre philharmonique de Radio France, le chœur et la maîtrise de Radio France) sont les premières visées par les réductions budgétaires. Les deux orchestres sont régulièrement menacés de fusion, le chœur de Radio France, pourtant seul chœur polyphonique professionnel de France, est passé de 114 chanteurs et chanteuses en 2015 à 60 en 2022, soit une réduction de 48 % en quatre ans. Avec le projet Radio France 2022, qui prévoyait 60 millions

d'euros d'économies, ce sont aussi des postes de techniciens et de personnels administratifs qui sont visés par ces plans de départs volontaires, menaçant le bon fonctionnement des formations musicales. Afin de préserver la richesse de la création culturelle française et de son paysage radiophonique, et de développer les formations musicales au lieu d'en réduire constamment les effectifs, le groupe écologiste - Nupes s'oppose à l'intégration de Radio France dans France Médias.